

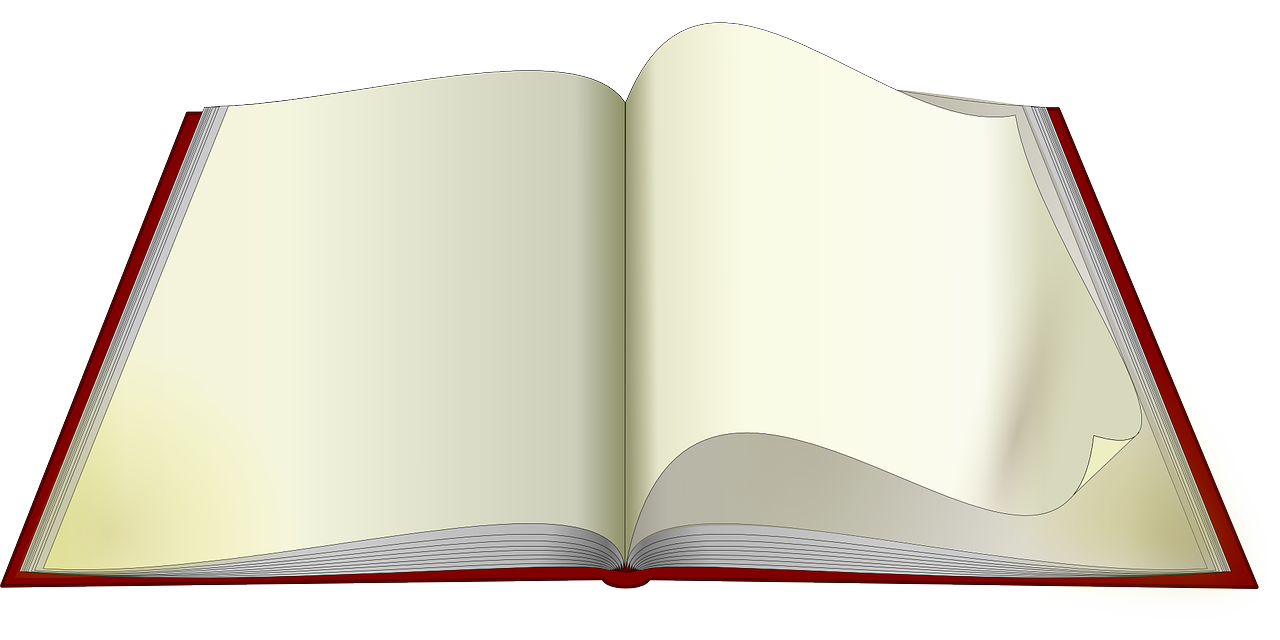
Éthique et culture religieuse

Contenus en orientation scolaire et professionnelle

Situation d’apprentissage et d’évaluation

Éthique - Dialogue

2e secondaire



un choix

ou une obligation?

L’école…

Recueil de textes

D’après une production d’un groupe régional en ECR de la région Laval-Laurentides-Lanaudière, 27 mars 2009.

Adaptation par un groupe régional en approche orientante, Laval-Laurentides-Lanaudière

Laurie Clavel, conseillère d’orientation, Paule B. Hamelin et Annie Germain, conseillères pédagogiques.

Octobre 2019

**TEXTE 1 : FRÉQUENTATION SCOLAIRE OBLIGATOIRE AU QUÉBEC**

**Intention de lecture : Souligne les idées qui vont te permettre de répondre aux questions suivantes concernant la fréquentation scolaire obligatoire au Québec : qui?, quoi?, quand?, comment?, pourquoi? Au besoin, utilise un dictionnaire pour les mots difficiles et note les définitions sur ta feuille de notes à la fin de ce cahier.**

**DES RAISONS ET DES FACTEURS AIDANTS**

1. L’histoire de l’éducation au Québec au XXe siècle est marquée par deux mesures importantes : l’instruction obligatoire et la réforme de l’éducation au début des années 1960. Ces politiques vont favoriser la fréquentation scolaire et permettre aux jeunes des régions rurales d’avoir des chances égales à ceux des régions plus urbanisées de poursuivre des études secondaires.

Jacques Saint-Pierre, historien, 27 octobre 2002

<http://www.encyclobec.ca/main.php?docid=459>

1. Au XIXe siècle, l'école devient un élément primordial de l'enfance. Vers 1800, seulement un petit nombre, surtout des garçons, pouvaient acquérir une certaine instruction. Vers 1900, la majorité des enfants fréquentent l'école publique et gratuite pendant quelques années; bon nombre vont à l'école de 5 à 16 ans. Ce changement bénéfique est attribuable en partie aux nouvelles attitudes qui prévalent en Europe occidentale et en Amérique du Nord, où l'enfance est vue comme un stade de la vie pendant lequel il faut améliorer la protection, l'hébergement, l'apprentissage et l'éducation. Les nouvelles attitudes touchent tous les enfants, mais nous en voyons la preuve surtout dans le cas des enfants pris en charge. Les Canadiens fondent des établissements spécialisés pour les orphelins et les enfants dont les parents sont incapables de s'occuper. La mentalité évolue avec les conditions économiques. Plusieurs facteurs permettent aux enfants d'aller à l'école, dont la stabilité et la densité de la population ainsi que l'amélioration des routes. De plus, comme les fermes sont mieux organisées, on peut davantage se passer de l'aide des enfants pour au moins une partie de l'année. Par ailleurs, les parents prennent conscience de l'importance croissante de l'éducation et de l'alphabétisation, qui ne sont pas un luxe, mais pratiquement une nécessité pour beaucoup d'emplois, dans une société où le commerce, puis l'industrie prennent leur essor. Auteur NEIL SUTHERLAND

<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=f1ARTf0001579>

Dès le début du siècle, le débat sur la fréquentation scolaire obligatoire donne lieu à de vifs échanges entre certains politiciens, de plus en plus conscients de la nécessité d'instruire la population, et les représentants du clergé, défenseurs de l'école privée. Le projet de fréquentation scolaire obligatoire reçoit l'appui de la Ligue des droits de la femme (les suffragettes avaient fait inscrire le thème de l'instruction obligatoire et gratuite au programme du Parti libéral en 1938), des syndicats ouvriers et d'un certain nombre de Chambres de commerce du Québec. En effet, les propriétaires de petites et moyennes entreprises québécoises, ayant à cœur la productivité de leurs entreprises ainsi que l'économie du Québec en général, insistaient sur la nécessité de développer une main-d’œuvre formée et instruite. C'est fort de ces appuis que le gouvernement libéral d'Adélard Godbout, aidé par le travail acharné du surintendant Victor Doré, vient à bout de l'opposition -particulièrement celle du clergé - et réussit à faire passer la Loi sur la fréquentation scolaire obligatoire le 26 mai 1943. Ce jour-là, Godbout déclare : «Nous ne reculerons pas devant notre devoir qui est d'imposer aux parents qui ne le comprennent pas l'obligation de remplir leurs devoirs envers leurs enfants.» Cette loi, que fait adopter le gouvernement libéral d'Adélard Godbout, rend la fréquentation scolaire obligatoire pour les enfants de 6 à 14 ans. Elle dicte aussi les bases de la gratuité scolaire et impose des amendes aux parents qui retirent leurs enfants de l'école avant l'âge permis.

[**http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/717.html**](http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/717.html)

**Source de la photo : http://www.capitale.gouv.qc.ca/promouvoir/pministres.html**

«  En 1961, Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse et responsable de l'Instruction publique, fait adopter par l'Assemblée législative plusieurs mesures dont celle de la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans. Les manuels scolaires seront également rendus gratuits.

En 1962, le taux de scolarité est particulièrement bas au Québec : 54 % des adultes de plus de 25 ans n'ont pas dépassé la sixième année, donc le niveau primaire. Cette situation alarmante aux yeux de plusieurs amènera des changements majeurs dans le monde de l'éducation, dont la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à seize ans. Par la suite, le gouvernement libéral dirigé par Jean Lesage procédera à la création d'une Commission royale d'enquête sur l'enseignement, présidée par Mgr Alphonse-Marie Parent. Elle entraînera la mise sur pied du ministère de l'Éducation, en 1964. Arthur Tremblay, professeur aux Sciences de l'éducation de l'Université Laval, y jouera un rôle clé auprès du ministre Paul Gérin-Lajoie »

**http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/21198.html**

**Source de la photo : Fondation Paul Gérin-Lajoie**

**EXTRAITS DE LA LOI DE L’INSTRUCTION PUBLIQUE**

**SECTION I**   
  
DROITS DE L'ÉLÈVE

Droit à l'éducation scolaire

**Article 1.**  Toute personne a droit au service de l'éducation préscolaire et aux services d'enseignement primaire et secondaire prévus par la présente loi et le régime pédagogique établi par le gouvernement en vertu de l'article 447, à compter du premier jour du calendrier scolaire de l'année scolaire où elle a atteint l'âge d'admissibilité jusqu'au dernier jour du calendrier scolaire de l'année scolaire où elle atteint l'âge de 18 ans, ou 21 ans dans le cas d'une personne handicapée au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1).

Programmes offerts

Elle a aussi droit, dans le cadre des programmes offerts par la commission scolaire, aux autres services éducatifs, complémentaires et particuliers, prévus par la présente loi et le régime pédagogique visé au premier alinéa ainsi qu'aux services éducatifs prévus par le régime pédagogique applicable à la formation professionnelle établi par le gouvernement en vertu de l'article 448.

Âge d'admissibilité

L'âge d'admissibilité à l'éducation préscolaire est fixé à 5 ans à la date déterminée dans le régime pédagogique; l'âge d'admissibilité à l'enseignement primaire est fixé à 6 ans à la même date.

(1988, c. 84, a. 1; 1997, c. 96, a. 1; 2004, c. 31, a. 71.)

**SECTION II**   
  
OBLIGATION DE FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Fréquentation obligatoire.

**Article 14.**  Tout enfant qui est résident du Québec doit fréquenter une école à compter du premier jour du calendrier scolaire de l'année scolaire suivant celle où il a atteint l'âge de 6 ans jusqu'au dernier jour du calendrier scolaire de l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 16 ans ou au terme de laquelle il obtient un diplôme décerné par le ministre, selon la première éventualité.

(1988, c. 84, a. 14; 1990, c. 8, a. 2.)

Dispense.

**Article 15.**  Est dispensé de l'obligation de fréquenter une école l'enfant qui :

 1° en est exempté par la commission scolaire en raison de maladie ou pour recevoir des soins ou traitements médicaux requis par son état de santé;

 2° en est exempté par la commission scolaire, à la demande de ses parents et après consultation du comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage établi en application de l'article 185, en raison d'un handicap physique ou mental qui l'empêche de fréquenter l'école;

 3° est expulsé de l'école par la commission scolaire en application de l'article 242;

 4° reçoit à la maison un enseignement et y vit une expérience éducative qui, d'après une évaluation faite par la commission scolaire ou à sa demande, sont équivalents à ce qui est dispensé ou vécu à l'école.

Dispense.

Est dispensé de l'obligation de fréquenter l'école publique, l'enfant qui fréquente un établissement régi par la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1) ou un établissement dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale au sens de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1) qui dispensent tout ou partie des services éducatifs visés par la présente loi.

Dispense de fréquenter l'école publique.

Est également dispensé de l'obligation de fréquenter l'école publique l'enfant qui fréquente un centre de formation professionnelle ou reçoit un enseignement dans une entreprise qui satisfait aux conditions déterminées par le ministre en application du règlement pris en vertu du paragraphe 7° de l'article 111 de la Loi sur l'enseignement privé.

Dispense.

En outre, la commission scolaire peut dispenser un de ses élèves, à la demande des parents de ce dernier, de l'obligation de fréquenter une école pour une ou plusieurs périodes n'excédant pas en tout six semaines par année scolaire pour lui permettre d'effectuer des travaux urgents.

(1988, c. 84, a. 15; 1990, c. 8, a. 3; 1992, c. 68, a. 143; 1994, c. 15, a. 33; 1996, c. 21, a. 70; 1997, c. 96, a. 9.)

Responsabilité des parents.

**Article 17.**  Les parents doivent prendre les moyens nécessaires pour que leur enfant remplisse son obligation de fréquentation scolaire.

1988, c. 84, a. 17.

Responsabilité du directeur.

**Article 18.**  Le directeur de l'école s'assure, selon les modalités établies par la commission scolaire, que les élèves fréquentent assidûment l'école.

Absences non motivées.

En cas d'absences répétées et non motivées d'un élève, le directeur de l'école ou la personne qu'il désigne intervient auprès de l'élève et de ses parents en vue d'en venir à une entente avec eux et avec les personnes qui dispensent les services sociaux scolaires sur les mesures les plus appropriées pour remédier à la situation.

Avis écrit.

Lorsque l'intervention n'a pas permis de remédier à la situation, le directeur de l'école le signale au directeur de la protection de la jeunesse après en avoir avisé par écrit les parents de l'élève.

[**http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/I\_13\_3/I13\_3.html**](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/I_13_3/I13_3.html)

**DANS LES AUTRES PROVINCES CANADIENNES**

|  |
| --- |
| L’âge de la fréquentation scolaire obligatoire varie d’une province ou d’un territoire à l’autre, mais la plupart des provinces et territoires exigent la présence à l’école à partir de l’âge de six ans, jusqu’à l’âge de 16 ans. Dans certains cas, la fréquentation scolaire obligatoire débute à cinq ans et dans d’autres, elle se poursuit jusqu’à l’âge de 18 ans ou jusqu’à l’obtention du diplôme d’études secondaires. |

Tiré du site Web du conseil des ministres de l’Éducation (Canada) www.cea-ace.ca

**Intention de lecture : Cerne le point de vue en une phrase ou deux et trouve les repères dans les points de vue.**

**TEXTE 2 : POINTS DE VUE SUR LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE OBLIGATOIRE AU QUÉBEC**

**1. La situation de Jasmine**

Jasmine est une jeune immigrante de 13 ans qui est arrivée de l’Arabie Saoudite depuis trois mois. Elle fait son entrée à l’école Des Rivières. L’école est commencée depuis quelques semaines et Jasmine a de la difficulté à s’adapter à son nouveau milieu. Plusieurs élèves à l’école se moquent de son accent et de son habillement qui n’est pas « à la mode ». En arrivant chez elle un soir, elle dit à sa mère qu’elle ne veut plus aller à l’école parce qu’elle ne se sent pas bien et qu’elle est la risée de plusieurs élèves. Sa mère la comprend et lui dit qu’elle peut demeurer à la maison, car de toute façon elle sera plus utile chez elle pour l’aider dans les tâches ménagères.

**2. Julie se prononce**

Dans le cadre du cours d’éthique et de culture religieuse, l’enseignante propose de faire une discussion sur : « L’école doit-elle être obligatoire pour tous? ».

Julie croit que l’école doit être accessible et obligatoire pour tous. Elle mentionne que cela permet d’avoir un diplôme et d’avoir un bel avenir. « En plus, cela me permet de m’enrichir et d’acquérir des connaissances multiples et de sociabiliser avec les autres. Si je demeure à la maison, la journée va être longue et monotone. Mon grand-père lui n’a pas eu la chance de s’instruire, car il fallait répondre aux besoins de la famille. Il m’a toujours dit : « Julie, l’instruction, c’est le plus beau cadeau que tu peux te donner, profites-en. Vas-y. »

**3. Oncle Gérard**

**4. Témoignage de grand-père Octave**

**3. Oncle Gérard**

Rémi est un jeune de 15 ans. Il n’aime pas beaucoup l’école et éprouve des problèmes d’apprentissages. Son oncle Gérard connaît bien Rémi et il dit qu’il est travaillant et très débrouillard. Il lui offre la possibilité de travailler dans son entreprise comme un aide-apprenti à la pépinière. Il sera très bien payé et avec cet argent, il pourra réaliser tous ses rêves. De toute façon, ça fait deux fois qu’il double sa 3e secondaire et il commence à être très déprimé. Il pourra reprendre plus tard à l’éducation des adultes.

**4. Témoignage du grand-père Octave**

Il croyait vraiment en l’instruction, en sa valeur précieuse. Il avait fait, disait-il, sa troisième année… Il a été dans l’obligation d’abandonner l’école afin de subvenir aux besoins de ses parents, car sa mère attendait un huitième enfant. Il aurait bien aimé poursuivre des études, mais cela n’était pas possible. Il était impossible à cette époque de décevoir les parents et le rôle des enfants était de se soumettre. Il se jura que ses enfants auraient la chance de s’instruire et qu’il était prêt à faire de nombreux sacrifices afin que ceux-ci puissent avoir un avenir prometteur. S’il a pu permettre à ses enfants d’avoir une scolarisation, cela a été possible grâce à l’emploi qu’il a eu à la papetière.